



Projet de « Coordination et assistance technique des programmes de l'Alliance pour le développement durable » en République démocratique du Congo

Termes de référence relatifs à l'appui au démarrage du projet sur le terrain

Département Développement Durable, Pôle Biodiversité

**Février 2024**

## TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE GENERAL .....	3
2. DESCRIPTION DU PROJET .....	3
3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE CONSULTANCE.....	4
3.1 Objectif général .....	4
3.2 Objectifs spécifiques .....	4
3.3 Livrables attendus .....	5
4. PROFIL SOUHAITE.....	5
5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	6

## 1. CONTEXTE GENERAL

---

Les perspectives de développement socio-économique de la République Démocratique du Congo (RDC) à moyen et à long termes dépendent en grande partie de la manière dont le pays parviendra à formaliser et à rendre durable les dynamiques d'utilisation et de valorisation de ses importantes ressources naturelles, ceci tant au niveau interne (réduction de la pauvreté dans le monde rural, organisation des marchés et des filières de transformation) qu'au niveau externe (limitation des trafics des ressources aux frontières, commercialisation bénéfique et durable de ces ressources sur les marchés régionaux et internationaux).

La gestion durable des ressources naturelles du pays constitue à cet égard un pilier stratégique constant de l'ensemble des politiques et programmes de développement que les autorités congolaises s'efforcent aujourd'hui de mettre en œuvre, avec l'appui technique et financier des partenaires internationaux. La conservation et la valorisation de l'exceptionnelle biodiversité du pays est l'une des composantes majeures de ces objectifs de gestion durable, notamment via le réseau des aires protégées que compte le pays. Ainsi, la coopération entre l'Union européenne (UE) et la RDC se concentre depuis 2010 sur trois composantes essentielles du développement durable (environnement et biodiversité, agriculture durable et développement des énergies renouvelables) dans cinq paysages prioritaires de RDC qui sont non seulement critiques pour l'environnement et la biodiversité à l'échelle mondiale, mais qui présentent également d'importantes potentialités de développement durable et dans lesquels les appuis à la consolidation de l'autorité de l'Etat congolais peuvent avoir rapidement des effets tangibles au bénéfice des populations.

## 2. DESCRIPTION DU PROJET

---

Dans ce contexte, l'un des trois domaines prioritaires de la programmation actuelle de la coopération entre la RDC et l'UE, intitulé « Alliance pour le développement durable », se concentre sur la protection et la valorisation des ressources naturelles dans cinq paysages dans lesquels l'UE investit depuis le 10<sup>ème</sup> FED, au bénéfice prioritaire du développement socio-économique des populations locales.

Le mode opératoire que la coopération UE-RDC met en place dans ces paysages est centré sur le développement de Partenariats Public-Privé (PPP) établis entre des institutions publiques dont le mandat est de gérer les aires protégées, d'une part, et des organisations internationales expérimentées d'autre part. Ces PPP sont en vigueur au niveau du Parc National des Virunga (entre l'ICCN et la Fondation Virunga), du Parc National de la Garamba (entre l'ICCN et African Parks) et du Parc National de l'Upemba (entre l'ICCN et la Fondation Forgotten Parks). Au niveau du Parc National de la Salonga, l'accompagnement et l'appui à l'ICCN sont actuellement assurés dans le cadre d'un contrat de gestion avec le WWF, tandis qu'au niveau de la Réserve de Biosphère de Yangambi (dont la gestion est de la compétence de l'Institut national pour l'Etude et la Recherche Agronomiques – INERA – et non pas de l'ICCN), le PPP en vigueur a été signé entre l'INERA et le CIFOR.

C'est dans le but d'accompagner la mise en œuvre et d'assurer un pilotage concerté des projets s'inscrivant dans l'Alliance pour le développement durable que l'UE a confié à Expertise France le déploiement d'une assistance technique (AT). L'AT remplira le rôle d'ensemblier, d'appui scientifique et de coordination en soutien aux actions déployées par les gestionnaires de PPP opérant dans les cinq paysages prioritaires susmentionnés. Elle s'appuiera sur les réalisations atteintes par l'AT précédente (Cellule d'audit technique et de coordination – CATCO), sur l'expertise et l'expérience des gestionnaires de PPP et de leurs partenaires locaux, ainsi que sur la présence institutionnelle assurée par l'ICCN, l'INERA et les autres institutions publiques concernées tant au niveau des paysages ciblés qu'au niveau de Kinshasa. Les activités qui seront mises en œuvre au cours du mandat de l'AT (soit, sous sa forme actuelle, jusqu'en juillet 2027) dans le cadre de l'Alliance pour le développement durable porteront sur un budget cumulé, à date, de 216 millions d'euros. Dotée d'un budget de 4,3 millions d'euro, l'AT comporte les trois composantes suivantes :

- C1 : L'Alliance pour le développement durable en RDC est pilotée et animée en coordination avec les autorités nationales.
- C2 : L'accès à des expertises thématiques et méthodologiques tenant compte de la dimension genre est assuré.
- C3 : Le partage de connaissances et d'expériences entre les partenaires est facilité.

### **3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE CONSULTANCE**

---

#### 3.1 Objectif général

Dans le cadre du projet d'assistance technique (AT) des programmes de l'Alliance pour le développement durable en République démocratique du Congo (RDC), Expertise France recherche un consultant afin de fournir un appui opérationnel au lancement du projet à Kinshasa, dans l'attente du recrutement du/de la Coordinateur.rice du projet et en étroite collaboration avec le Chargé de projet. Lorsque le.a Coordinateur.rice du projet sera recruté.e, le consultant interviendra en soutien à celui-ci.

#### 3.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la mission de consultance sont les suivants :

- 1) Coordonner l'organisation et assurer l'animation de la réunion de lancement à Kinshasa avec l'ensemble des acteurs institutionnels pertinents ;
- 2) Amorcer la phase de recueil des besoins dans les paysages, en priorisant les besoins les plus urgents ;
- 3) Faciliter la mobilisation de l'expertise court-terme répondant à ces besoins prioritaires ;
- 4) Appuyer la rédaction des termes de référence des expertises long-terme de l'AT ;
- 5) Coordonner l'organisation et assurer l'animation du premier comité de pilotage du projet ;
- 6) Appuyer la rédaction du rapport de lancement du projet.

### 3.3 Livrables attendus

Les livrables attendus associés à ces objectifs spécifiques (OS), qui pourront être ajustés en fonction du déroulement du projet et des circonstances (notamment le recrutement du/de la Coordinateur.rice du projet,) sont les suivants :

OS	Livrables	Nombre de jours maximum
1) Coordonner l'organisation et assurer l'animation de la réunion de lancement	1.1) Agenda de la réunion 1.2) Invitations envoyées 1.3) Support de présentation PowerPoint 1.4) Compte-rendu de la réunion	5
2) Amorcer la phase de recueil des besoins dans les paysages	2.1) Termes de référence de l'évaluation des besoins et des capacités : liste des institutions/personnes à rencontrer, méthodologie 2.2) Comptes-rendus des entretiens 2.3) Rapport d'analyse (besoins prioritaires clairement identifiés et formulés)	7
3) Faciliter la mobilisation de l'expertise court-terme répondant aux besoins prioritaires	3.1) Termes de référence rédigés 3.2) Appui à la sélection des experts (grille d'analyse)	6
4) Appuyer la rédaction des termes de référence des expertises long-terme	4.1) Termes de référence rédigés 4.2) Appui à la sélection des experts (grille d'analyse)	6
5) Coordonner l'organisation et assurer l'animation du premier COPIL	5.1) Invitations envoyées 5.2) Liste des participants confirmés 5.3) Agenda de la réunion 5.4) Compte-rendu de la réunion	8
6) Appuyer la rédaction du rapport de lancement	6.1) Rapport provisoire incluant les activités réalisées durant la consultance	3

La mission de consultance sera ainsi **scindée en plusieurs bons de commande**, chaque bon de commande pouvant inclure un ou plusieurs OS et les livrables associés. Les dates limites de remise de chacun des livrables seront précisées dans chaque bon de commande.

## 4. PROFIL SOUHAITE

---

Le/la consultant.e devra justifier :

- D'un diplôme de niveau master 2 en gestion des ressources naturelles, conservation de la biodiversité, écologie, relations internationales, ou équivalent ;
- D'un minimum de 15 ans d'expériences professionnelles dont au moins 8 ans dans l'appui au développement et à la mise en œuvre de projets de coopération internationale dans le secteur de l'environnement et des ressources naturelles ;
- D'une connaissance approfondie des enjeux de développement durable en Afrique centrale et en particulier en RDC ;

- D'une connaissance fine du paysage institutionnel et des bailleurs de fonds internationaux (dont l'Union européenne) en RDC ;
- D'une expérience avérée dans l'organisation de réunions de travail de haut niveau dans des pays du Sud global ;
- D'une expérience dans la mobilisation d'expertise pour des projets de coopération internationale ;
- De compétences rédactionnelles, de présentation et de communication orale et écrite ;
- D'une maîtrise du français à l'oral et à l'écrit.

## **5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

---

Cette mission de consultance devra impérativement se dérouler sur la **période allant du 11 mars à fin juin 2024**.

Elle impliquera **plusieurs déplacements** à Kinshasa (au moins deux) et potentiellement un ou plusieurs déplacements dans certains des paysages susmentionnés. Les per diems en vigueur dans le cadre du projet seront alors octroyés pour couvrir les frais de logement et de subsistance. Les frais de transport seront également couverts par Expertise France selon ses procédures en vigueur.

Documents demandés (en **français**) : **CV actualisé, offre technique et financière brève** (2 pages maximum), **lettre de motivation** (1 page maximum).

Il est estimé que la consultance nécessitera une durée approximative de **30 à 35 journées de travail**. Cet engagement, et les livrables associés, pourront **varier en fonction du moment auquel le.a Coordinateur.rice du projet sera recruté.e**.